

05.08.2007 Bilan 2003-2007 Pour Le Point

Le premier mardi de la première session à laquelle j'ai participé, le 2 décembre 2003, je suis entrée de plain pied dans mon mandat de conseillère aux Etats en défendant le budget de Suissénergie, en faveur des énergies renouvelables, et en vivant un premier succès !

Des succès, il y en a eu d'autres, heureusement ! Avec de constantes interventions en plenum, dans le domaine de la santé (médecins de premier recours, prix des médicaments, transport des malades, loi sur les professions médicales, diagnostic préimplantatoire, loi sur les épidémies...), de l'assurance invalidité (procédures, financement, 5^{ème} révision...), de la formation et de la recherche (HES, universités, crédits européens, financements, bourses d'études...), de la protection de l'environnement et de l'énergie (parcs, OGM, droit de recours des associations, Suissénergie, nucléaire...), ainsi qu'en faveur de la culture et des musées, de l'agriculture ou d'autres sujets d'intérêt social, comme l'accueil extrafamilial, la violence domestique, l'aide aux victimes ou la stratégie de lutte contre la pauvreté, j'ai eu l'occasion de faire avancer quelque peu nos idées.

A la Chambre des cantons, il est de règle de ne déposer des interventions personnelles que très parcimonieusement. J'en ai cependant déposé une quinzaine, dont plusieurs ont été acceptées.

C'est le cas, par exemple, des postulats sur la flexibilisation de la rente AI et sur le maintien en emploi des personnes handicapées, qui ont été adoptés et intégrés à la réflexion sur la réinsertion professionnelle des personnes handicapées.

Le postulat sur l'éducation au développement durable dans les hautes écoles, déposé dans le cadre des actions liées à la Décennie de l'ONU, a été accepté et intégré au message sur la formation, la recherche et l'innovation.

Approbation aussi du postulat sur le calcul des coûts réels de l'énergie nucléaire. Le rapport est attendu incessamment.

Mon interpellation sur le Parc naturel régional du Doubs a été traitée en même temps que deux autres interventions proches et a relancé la discussion sur la création des parcs nationaux, naturels régionaux et périurbains, menacés par les mesures d'économie de la Confédération. La modification de la Loi sur la protection de la nature est aujourd'hui réalisée et le financement assuré.

Enfin, mon interpellation sur le Transrun a permis de rappeler au Conseil fédéral l'importance de cette liaison pour notre région et d'obtenir une réponse encourageante de Moritz Leuenberger.

Toutes les interventions socialistes ne passent malheureusement pas la rampe du Conseil des Etats. Nous sommes encore trop minoritaires : neuf députés sur 46. C'est bien peu ! Il est d'autant plus important que nous conservions nos deux sièges et que nous puissions ainsi faire entendre des voix de gauche dans les commissions et en plenum.